

DÉCLARATION LIMINAIRE DE FORCE OUVRIÈRE AU CCAS DU

10 Décembre 2025

Cher(e)s camarades,
Mesdames, Messieurs,
Madame la Directrice des Ressources Humaines,

Force Ouvrière souhaite, en préambule de ce CCAS, rappeler un principe simple, mais fondamental : l'action sociale n'est pas un accessoire, mais un pilier essentiel du soutien aux agents, de l'attractivité de nos métiers et de la cohésion au sein de nos services.

Or, pour être réellement efficace, elle doit disposer d'un budget à la hauteur des besoins, et non d'une enveloppe dont on sait à l'avance qu'elle ne couvrira pas les charges prévisibles.

Nous tenons à saluer la mobilisation de PSPP2 sur le budget 2025, qui a permis d'obtenir des crédits supplémentaires en fin d'année . Cette dotation permettra aux services de limiter au maximum les reports de charges vers 2026.

Pour autant, cette respiration ponctuelle ne doit pas masquer l'incertitude concernant le budget 2026 qui rend d'autant plus nécessaire une analyse rigoureuse du PLF sous son aspect action sociale présenté lors du CSAM du 28 novembre dernier.

Dans ce contexte, il est essentiel d'évoquer la situation de la restauration collective, dont les dépenses connaissent une hausse spectaculaire depuis trois ans : +2,46 M€, soit près de 800 000 € supplémentaires par an. Cette progression s'explique par l'augmentation du coût des denrées, de l'énergie, par les obligations issues de la loi EGalim et par les processus d'harmonisation. Pourtant, le PLF 2026 n'augmente cette ligne que de 200 000 €, un montant dérisoire au regard des besoins réels. FO alerte donc sur un budget qui sera insuffisant dès la mi-année 2026.

FO a rencontré et interpellé l'Inspection générale de l'administration, chargée de la mission d'évaluation de la restauration administrative au ministère de l'Intérieur, qui pilote notamment les frais de restauration des agents en DDT. Nous avons revendiqué sans ambiguïté : il est hors de question d'abaisser les subventions d'harmonisation ou d'alourdir encore le reste à charge des agents.

FO a également rappelé à l'Inspection générale que nos CLAS ne doivent pas être oubliés dans le processus d'information aux agents, notamment pour diffuser les solutions de restauration et les conventions de restauration existantes.

De la même manière, il est indispensable de rappeler le rôle central des initiatives locales gérées par les CLAS. Les 125 CLAS font preuve d'un dynamisme exemplaire, et ce n'est pas une formule : le bilan CIL 2024 le démontre clairement, avec 692 actions d'actions sociales organisées pour une consommation d'1 064 201 €, reflet direct de leur engagement et de leurs actions en direction des agents.

Pourtant, l'enveloppe consacrée aux CIL et aux Arbres de Noël reste figée à 3,3 M€, comme en 2024 et 2025. Ce gel répété pose aujourd'hui de véritables difficultés :

- L'Arbre de Noël, toujours fixé à 40 € par enfant depuis 2010, ne permet plus de financer un événement digne pour les familles, alors que les coûts fixes explosent.
- Les CIL, dont la consommation réelle démontre les besoins, ne bénéficient d'aucune revalorisation dans le PLF, ce qui fragilise les projets collectifs, l'action sociale locale et le lien social dans les services.

Par ailleurs, les subventions destinées aux partenaires associatifs, bien qu'en légère progression, ne suffiront pas à absorber les besoins de modernisation, de mises en conformité ou d'investissements nécessaires, notamment pour le CGCV.

Une augmentation de 100 000 € ne permet pas d'aborder les défis structurels auxquels ces structures doivent faire face.

Plus largement, il apparaît clairement que la politique d'action sociale peine à suivre l'évolution réelle des coûts.

Sans un renforcement clair des moyens, l'action sociale risque de se retrouver en tension dès la moitié de l'année, au détriment des agents, de leurs familles et de la cohésion collective.

L'ensemble de l'action sociale de l'état (interministérielle + ministérielles) des 2,6 Millions des fonctionnaires d'état et pensionnés représente environ 580 millions d'euros, soit seulement 0,1 % d'un budget de l'État de 453 milliards d'euros. 0,1 % seulement dans un contexte de gel du point d'indice de ralentissement des progressions de carrière et d'augmentation généralisée du coût de la vie ce n'est évidemment pas suffisant.

C'est pourquoi Force Ouvrière demande à la DRH de relayer, au niveau le plus haut, la revendication d'un budget ministériel enfin à la hauteur des besoins réels, afin de garantir notamment une restauration accessible et de préserver pleinement l'action sociale en faveur des agents.

Force Ouvrière a rappelé lors du dernier CCAS plénier sa position concernant le protocole d'accord ministériel relatif à la redynamisation du modèle d'action sociale, présenté à l'issue d'une longue période de négociation. FO demande à la DRH d'officialiser par courrier que ce protocole n'obtiendra pas d'accord majoritaire de la parité syndicale.

Quoi qu'il en soit, Force Ouvrière restera pleinement mobilisée pour que l'action sociale ministérielle ne se limite pas à un affichage, mais devienne un véritable outil d'égalité, de cohésion et d'amélioration des conditions de vie des personnels.

À ce titre, FO continuera à se battre pour que l'action sociale soit dotée des ressources nécessaires afin de remplir pleinement son rôle : un levier concret de solidarité, de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie et de travail de l'ensemble des agents

Nous vous remercions de votre attention.